

der Ausübung eines oder mehrerer oder aller Gewerbe, je nach den Bedürfnissen.

Das Bundesgericht zieht in Erwägung:

1. Der Art. 4 der gegenwärtigen Verfassung des Kantons Aargau, dessen Verletzung Rekurrent in erster Linie behauptet, lautet: „Um zu einem durch die Verfassung aufgestellten Amte gelangen zu können, muß man stimmberechtigt, 24 Jahre alt, mit keinem „geistlichen Amte betraut und seit 5 Jahren Schweizerbürger „sein.“ Nun spricht schon der Wortlaut dieser Bestimmung gegen diejenige Auslegung, welche Rekurrent derselben geben will, und für die Interpretation des Regierungsrathes. Denn dieselbe geht nicht etwa dahin, daß jeder Stimmberechtigte, der 24 Jahre alt, mit keinem geistlichen Amte betraut und seit 5 Jahren Schweizerbürger sei, zu jedem durch die Verfassung aufgestellten Amte gelangen könne; sondern sie sagt nur, daß, um ein solches Amt bekleiden zu können, die in derselben erwähnten Voraussetzungen zusammentreffen müssen, ohne irgendwie anzudeuten, daß diese Bedingungen die einzigen seien, welche für die Wählbarkeit zu jenen Ämtern in Betracht kommen können, und nicht für bestimmte Beamtungen durch Verfassung oder Gesetz weitere Erfordernisse aufgestellt werden dürfen. Allein jeder Zweifel darüber, daß der Art. 4 der Kantonsverfassung nur das Minimum der Bedingungen festsetzen wollte, muß dahin fallen gestützt auf die Bestimmungen der §§. 60 und 75 ibidem, wo ausdrücklich bezüglich der Mitglieder des Obergerichtes und der Friedensrichter weitere Anforderungen, als die in §. 4 enthaltenen, gestellt sind.

2. Allein es handelt sich im vorliegenden Falle nicht sowohl um eine Bedingung zur Bekleidung der Stelle eines Gemeindevorstandes, als vielmehr um eine Verpflichtung oder Beschränkung dieses Beamten als solchem, welche ihm durch das Amt auferlegt ist. Denn das Gesetz verbietet lediglich, daß die Gemeindevorstände eine Wirthschaft betreiben oder in einem Wirthshause wohnen, verhindert aber keineswegs, daß auch ein Wirth zu jener Stelle erwählt werde, sofern er für die Dauer der Bekleidung des Amtes auf die Ausübung jenes Gewerbes verzichtet. Das Nichtbetreiben einer Wirthschaft ist somit keineswegs eine Bedingung für die Wählbarkeit zu jener Beamtung, sondern eine im Interesse der

gehörigen Ausübung der letztern mit derselben verbundene Verpflichtung oder Beschränkung ihres Inhabers. Es kann daher auch von diesem Gesichtspunkte aus keine Rede davon sein, daß Art. 4 des aargauischen Gemeindegesetzes gegen Art. 4 der Kantonsverfassung verstöße, sondern einzig in Frage kommen, ob diese Beschränkung die in Art. 31 der Bundesverfassung garantirte Gewerbefreiheit verletze. Allein hierüber hat gemäß Art. 59 lemma 2 Ziffer 3 des Bundesgesetzes über die Organisation der Bundesrechtspflege nicht das Bundesgericht, sondern der Bundesrath, beziehungsweise die Bundesversammlung, zu entscheiden.

3. Wenn endlich Rekurrent auch eine Verletzung des Art. 4 der Bundesverfassung, welcher die Gleichheit der Schweizer vor dem Gesetze auspricht, in der angefochtenen Schlußnahme des Regierungsrathes, resp. in der derselben zu Grunde liegenden Gesetzesbestimmung findet, weil durch dieselbe ein Vorrecht der übrigen Gewerbe gegenüber dem Wirthschaftsgewerbe begründet werde, indem kein anderes als dieses die Bekleidung einer Gemeindevorstandsstelle ausschliesse, so ist schon in der vorigen Erwägung gezeigt worden, daß die streitige Gesetzesbestimmung überall keine Bedingung der Wählbarkeit, sondern eine Verpflichtung jener Beamtung statuirt, und kann somit die Beschwerde auch in dieser Hinsicht nicht als begründet erachtet werden.

Demnach hat das Bundesgericht
erkannt:

Der Rekurs ist als unbegründet abgewiesen.

II. Doppelbesteuerung. — Double imposition.

30. Arrêt du 12 juin 1877 dans la cause Favre.

Samuel Favre, bourgeois de Goumôens-la-Ville et propriétaire dans cette localité, y est domicilié pendant la plus grande partie de l'année, soit environ sept mois: ayant loué une montagne se trouvant en partie sur territoire neuchâtelois, et en partie sur territoire vaudois, il y séjourne chaque année avec son bétail pendant cinq mois au plus.

Favre paie l'impôt sur la fortune mobilière dans le Canton de Vaud, comme cela résulte d'un reçu du receveur du district d'Echallens, du 26 Août 1876, constatant que Samuel Favre et ses frères ont payé de ce chef la somme de 3 francs pour l'exercice de la dite année.

Le recourant Favre a été également astreint pour 1876, de la part du Canton de Neuchâtel, au paiement des impôts suivants à l'Etat :

a) Impôt direct sur la fortune, à raison de 1 fr. 75 cent. pour mille;	Fr. 14 —
b) Impôt sur les ressources et revenus, à raison de fr. 1 pour cent.	» 19 —
A la commune de Môtiers à titre de contribution à l'impôt municipal de 1876 :	
a) Sur la fortune, les $\frac{5}{7}$ additionnels à l'impôt de l'Etat, soit, à raison 1 $\frac{1}{4}$ pour mille.	» 10 —
b) Sur les ressources et revenus, l'unité, soit 1 %	» 19 —
Soit en tout la somme de	Fr. 62 —

Favre, estimant que dès le moment où il paye l'impôt dans le Canton de Vaud pour toute l'année, il ne peut être contraint à le payer une seconde fois dans le Canton de Neuchâtel, — réclama d'abord auprès du Conseil d'Etat de ce dernier Canton.

Par décision en date du 5 Décembre 1876 cette autorité, considérant que le chiffre de fr. 14 sur la fortune a été attribué à Favre en vertu de l'art. 18 de la loi sur l'impôt direct du 2 juillet 1867, c'est-à-dire à défaut de déclaration de sa part et par conséquent sans recours; que l'autre chiffre de fr. 19 sur ressources a été extrait de la propre déclaration du réclamant, — a maintenu la dite contribution à fr. 33.

Favre s'étant adressé ensuite au receveur du district d'Echallens, ce fonctionnaire lui fait savoir par lettre du 5 Février 1877 que s'il estime ne pas devoir l'impôt qui lui est réclamé dans le Canton de Neuchâtel, il doit nantir le Tribunal fédéral de cette question par voie de recours.

Donnant suite à ce conseil, Favre a en effet recouru auprès de ce Tribunal sous date du 23 Février 1877 : il estime que,

payant l'impôt sur la fortune pour toute l'année dans le Canton de Vaud, nul autre Etat n'a le droit d'exiger qu'il le paye une seconde fois pour toute l'année.

Dans sa réponse, datée du 15 Mars 1877, le Conseil d'Etat de Neuchâtel conclut à ce qu'il plaise au Tribunal fédéral déclarer le recours mal fondé : le Conseil d'Etat fait valoir, en résumé, à l'appui de cette conclusion, les considérations ci-après :

Les art. 12 et 13 de la loi neuchâteloise sur l'impôt direct précitée statuent entre autres que sont réputés domiciliés et soumis à l'impôt tous Suisses qui résident au pays en vertu d'un permis de séjour (sauf l'exception mentionnée à l'art. 7 § c non applicable à l'espèce) et que toute personne qui viendra prendre domicile dans le pays, du 1^{er} Janvier au 1^{er} Août de chaque année, sera soumise à l'impôt pour l'année entière. Le recourant a payé depuis plusieurs années régulièrement ses impôts dans le Canton de Neuchâtel : il est porteur d'un permis de séjour constatant qu'il est notoirement établi dans ce Canton, où il exerce son industrie pendant cinq mois de l'année. En ce qui concerne le chiffre de fr. 33 qui lui est réclamé pour 1876, à savoir fr. 14 sur la fortune, — ce qui représente un capital d'exploitation de fr. 8000, — et fr. 19 sur les ressources, le Conseil d'Etat estime que cet impôt n'a rien d'exagéré, qu'il tient compte des contributions payées au Canton de Vaud, et qu'il ne peut être dès lors question d'une double imposition dans le cas particulier.

Statuant sur ces faits et considérant en droit :

1^o Le Tribunal fédéral se trouve incontestablement, dans l'espèce, en présence d'un cas de double imposition : il résulte en effet des pièces produites que, d'une part, le recourant a payé à l'Etat de Vaud le montant entier de l'impôt sur la fortune mobilière pour 1876, et que, d'autre part, l'Etat de Neuchâtel réclame du même contribuable le montant de l'impôt direct sur la fortune et les ressources, également pour la dite année entière.

2^o Or la jurisprudence constante du Conseil fédéral, aussi bien que du Tribunal fédéral a posé le principe, conforme

d'ailleurs à l'esprit de l'art. 46 alinéa 2 de la Constitution fédérale de 1874, que lorsqu'un contribuable a été domicilié dans deux Cantons pendant la même année, il ne peut être frappé par l'impôt, par chacun de ces Cantons, qu'au *pro rata* de la durée effective de son établissement sur leur territoire respectif.

Comme il appert des indications concordantes du Conseil d'Etat de Neuchâtel et du recourant, que ce dernier n'a son domicile dans ce Canton que pendant cinq mois de l'année au plus, il s'en suit que le droit de l'Etat de Neuchâtel de soumettre Favre à l'impôt sur la fortune ne peut être reconnu que dans la proportion afférente à ce laps de temps.

Favre ayant payé spontanément à l'Etat de Vaud le montant intégral de l'impôt sur la fortune pour l'année 1876, et le recours ne concluant même pas à la restitution d'une partie quelconque de cet impôt, il n'y a pas lieu de s'occuper de la question de savoir si le recourant serait en droit d'en répéter la part, d'ailleurs fort minime, correspondant à la période de l'année pendant laquelle il a été domicilié sur territoire neuchâtelois.

3^o Le recours est, en revanche, dénué de fondement en ce qui concerne l'impôt sur le revenu de Favre réclamé par le Canton de Neuchâtel : cette contribution porte en effet sur le revenu du recourant dans le Canton de Neuchâtel, revenu fixé à fr. 2500 ensuite de la déclaration de Favre lui-même. Celui-ci n'ayant point fourni la preuve, ni même allégué qu'il paye, dans un autre Canton, la taxe afférente à ce même revenu, il n'existe aucune double imposition de ce chef, et le recours sur ce point ne saurait être accueilli.

Par ces motifs

Le Tribunal fédéral
prononce :

1^o Le recours est fondé en ce sens que le Canton de Neuchâtel n'est autorisé à percevoir l'impôt sur la fortune mobilière du recourant qu'au *pro rata* du temps pendant lequel il a eu, en 1876, sa résidence sur le territoire de ce Canton, à savoir pour cinq mois.

2^o Le recours est écarté pour autant qu'il conclut à libération de l'impôt perçu par l'Etat de Neuchâtel sur les ressources et revenus de Samuel Favre.

III. Niederlassung und Aufenthalt.

Etablissement et séjour.

Stellung der Niedergelassenen zur Heimatsgemeinde.
Position des citoyens établis vis-à-vis de leur commune d'origine.

31. Urtheil vom 19. April in Sachen L. Steiner.

A. In dem vom Gemeinderathe Z. gegen die Rekurrentin am 17. November 1876 beim Bezirksgerichte Zofingen eingeleiteten Bevogtungsprozesse stellte Herr Fürsprech Winkler Namens der L. Steiner die Einrede der Nichtzuständigkeit der aargauischen Gerichte, indem er zur Begründung dieser Einrede ein Zeugniß des Maire von Carouge beibrachte, daß L. Steiner seit dem 22. August 1876 in Carouge domicilirt sei, und sich auf Art. 46 der Bundesverfassung berief, wonach in Beziehung auf die civilrechtlichen Verhältnisse die Niedergelassenen in der Regel unter dem Rechte und der Gesetzgebung des Wohnsitzes stehen. Allein das Bezirksgericht Zofingen verwarf durch Urtheil vom 20. Dezember v. J. die Kompetenzeinrede, gestützt darauf, daß im Kanton Aargau sowohl im Armenunterstützungswesen als im Vormundchaftswesen das Prinzip des Heimatsrechtes bestche und beide Verwaltungszweige mit einander in enger Wechselbeziehung stehen. Der in Art. 46 der Bundesverfassung aufgestellte Grundsatz, daß die Niedergelassenen in Bezug auf die civilrechtlichen Verhältnisse in der Regel unter der Gesetzgebung des Wohnsitzes stehen, könne noch nicht zur praktischen Anwendung kommen, da nach dem gleichen Verfassungsartikel die Bundesgesetzgebung über dessen Anwendung die erforderlichen Bestimmungen zu treffen habe, dieses Bundesgesetz aber zur Zeit noch nicht erlassen sei.

B. Ueber dieses Urtheil beschwerte sich L. Steiner beim Bundesgerichte und stellte das Gesuch, das Bundesgericht wolle den